

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Libye : pas d'accord de cessez-le-feu à Moscou

Jonas OSSOMBEY (Source : AFP)
Libreville/Gabon

LA réunion de Moscou entre les belligérants libyens a finalement accouché d'une souris. L'un des acteurs importants de ces négociations le maréchal Khalifa Haftar a quitté hier la capitale russe sans signer l'accord de cessez-le-feu. Selon la diplomatie russe, le principal opposant

au gouvernement libyen, qui contrôle Benghazi et tout l'est de la Libye Khalifa Haftar a vraisemblablement refusé de signer la trêve paraphée par son rival, Favez al-Sarraj, a indiqué mardi les sources diplomatiques russes. Pourtant la veille, lundi soir, le maréchal Haftar avait requis un délai de réflexion jusqu'à hier matin avant de signer l'accord formel de cessez-le-feu, mais il est finalement parti de Moscou sans apposer sa signature sur le document négocié sous l'égide d'Ankara et Moscou, a dit la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

Sur le terrain des opérations, les parties ont semblé néanmoins jusqu'ici respecter depuis dimanche le cessez-le-feu décidé le 8 janvier par les présidents Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, témoignant de leur influence respective alors que les pays occidentaux semblent toujours impuissants devant le chaos qui sévit en Libye. Ankara soutient Sarraj et déploie même pour ce faire des militaires tandis que Moscou, malgré ses dénégations, est soupçonnée d'appuyer Haftar avec des armes, de l'argent et des mercenaires.

En outre, le départ du maréchal Haftar de Moscou sans signer d'accord pose la question de la viabilité d'une conférence internationale sur la Libye sous l'égide de l'ONU à Berlin, censée se tenir ce mois-ci. Dans cette optique, la chancelière allemande, Angela Merkel, était venue à Moscou samedi, obtenant le soutien de Vladimir Poutine.

Entre l'arrivée sur le terrain libyen de la Turquie, la présence suspectée de mercenaires russes et l'existence d'une multitude de groupes armés -- notamment des milices jihadistes, des trafiquants d'armes et des passeurs de migrants -- la communauté internationale craint de voir le conflit libyen dégénérer.

L'Europe redoute en particulier que la Libye ne devienne une "seconde Syrie" et veut réduire la pression migratoire à ses frontières, car elle a recueilli ces der-



Vue des principaux négociateurs à Moscou.

nières années des centaines de milliers de migrants fuyant les conflits du monde arabo-musulman.

Pour Moscou, les Occidentaux sont largement responsables du conflit en Libye, pays ayant les plus importantes réserves afri-

caines de pétrole, car ils ont soutenu militairement les rebelles qui ont renversé et tué le colonel Mouammar Kadhafi en 2011.

Brèves

France. Décès de Pierre Lacoste, ancien patron des services secrets

L'amiral Pierre Lacoste, ancien dirigeant des services secrets français, à la tête de la DGSE au moment de la retentissante affaire du sabotage du Rainbow Warrior et figure de la communauté française du renseignement, est décédé avant-hier à l'âge de 95 ans. Il s'est éteint à Paris dans sa maison de retraite, a appris mardi l'AFP auprès de sa famille et de l'établissement, confirmant une information du journal Le Figaro.

Iran. Téhéran met en garde l'Europe contre les "conséquences" de sa décision

L'Iran a mis en garde mardi Berlin, Londres et Paris, contre "les conséquences" de leur décision de déclencher le processus de règlement des différends prévu par l'accord international sur le nucléaire iranien de 2015. "Bien sûr, si les Européens (...) poursuivent dans la voie de la soumission face aux Etats-Unis, et s'ils cherchent à abuser (de ce processus), ils doivent également être prêts à en accepter les conséquences, qui leur ont déjà été notifiées", déclare le ministère des Affaires étrangères iranien dans un communiqué.

Suisse. Trump vedette au forum de Davos

Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement se rendront la semaine prochaine au Forum économique mondial (WEF) de Davos mais la véritable vedette sera le président américain, après l'annulation du chef de la diplomatie iranienne. Ces chefs d'Etat et de gouvernement seront aux côtés de plus des quelque 2.800 participants, qui assisteront à cette 50e édition du WEF, prévue du 21 au 24 janvier dans cette station de sports d'hiver, transformée en camp retranché pendant quelques jours pour des raisons de sécurité.

J.O.

Une attitude qui interroge

J.O. (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le volte-face du maréchal Khalifa Haftar lors de la réunion de Moscou suscite plusieurs réactions notamment celles de ses détracteurs. Ils l'accusent de vouloir instaurer une dictature militaire, après

Ils l'accusent de vouloir instaurer une dictature militaire, après avoir consolidé son emprise sur l'est libyen, a conquis plusieurs régions du sud en achetant notamment le ralliement de tribus locales.

Toutefois, pour Federica Saini Fasanotti, de la Brookings Institution, le prix de cette campagne pourrait s'avérer "très



L'impossible accord entre les frères libyens

élevé" pour le maréchal. Ce d'autant plus qu'au moment de signer la paix, celui-ci "est redevable des pays étrangers qui l'ont soutenu, et surtout des habitants de la Cyrénaïque", la partie orientale du pays. "Les familles cyrénaïques qui ont perdu leurs enfants dans cette guerre attendent une réponse claire de Haftar qui ne peut terminer son aventure que par la victoire, du moins sur le papier", argue l'experte. Avant de conclure que "sans cela, il lui sera très difficile de retourner" dans l'est du pays acquis à sa cause.

D'autres analystes, enfin, n'excluent pas l'existence d'un

accord secret entre Ankara et Moscou incommodant Khalifa Haftar et ses soutiens. "Les deux pays pourraient avoir un accord +sous la table+ pour une éventuelle recomposition politique en Libye" favorisant une influence accrue d'Ankara et de Moscou, relève Claudia Gazzini, de l'International Crisis Group (ICG).

Elle soutient également qu' hormis des gains géopolitiques sur ses rivaux et un accès privilégié au pétrole libyen, la Russie espère y retrouver un marché pour ses armes et son blé. La Turquie a aussi des visées énergétiques, à la faveur d'un accord signé avec le GNA.